

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/21

G/SCM/W/28

13 juillet 1995

(95-1994)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET
REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT
DES ETATS-UNIS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5
ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de la Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après datée du 5 juillet 1995.

Dans le cadre du premier examen de la législation en matière de droits antidumping et de droits compensateurs qui doit avoir lieu dans la semaine du 17 juillet 1995, et suite à l'aérogramme WTO/AIR/78, j'ai l'honneur de vous faire parvenir un certain nombre de questions écrites à l'adresse des Etats-Unis.

QUESTIONS CONCERNANT LA LEGISLATION DES ETATS-UNIS
EN MATIERE DE DROITS ANTIDUMPING

Dans le présent document, "la Loi" s'entend des dispositions du Titre VII de la Loi douanière de 1930 des Etats-Unis, telle qu'elle a été modifiée (19 USC 1671 et suivants).

"DAA" s'entend de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay (Déclaration concernant l'action administrative) des Etats-Unis.

"L'Accord de l'OMC" s'entend de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 de l'OMC.

Question 1: Prix à l'exportation et prix à l'exportation construit

Il est dit dans la DAA (pp. 152-153) au sujet de l'article 772 de la Loi:

"Le changement de terme ne change rien à l'utilisation des expressions "prix à l'exportation" (ancien "prix d'achat") et "prix à l'exportation construits" (ancien "prix des ventes à l'exportation")."

Cela signifie-t-il que les nouvelles expressions "prix à l'exportation" et "prix à l'exportation construit" et les anciennes expressions "prix d'achat" et "prix de vente à l'exportation" sont pratiquement équivalentes?

Question 2: Période de démarrage

L'article 773 f) 1) C) iii) de la Loi stipule que "la période de démarrage se termine au moment où le niveau de la production commerciale est atteint" et la DAA (p. 166) précise que "les niveaux de production sont calculés sur la base des unités transformées".

Nous estimons qu'il n'est pas approprié de prendre la production pour seul critère pour décider à quel moment se termine la période de démarrage. Nous estimons que les Etats-Unis devraient prendre en compte d'autres facteurs, comme les coûts et les bénéfices, à cet égard. Nous pensons également qu'ils devraient préciser le sens de l'expression "niveau de la production commerciale".

Question 3: Principes comptables généralement acceptés

L'article 773 f) 1) A) de la Loi semble être conforme à l'Accord de l'OMC puisqu'il dispose: "Les coûts sont normalement calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur de la marchandise si ces registres sont tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur (ou du pays producteur, selon le cas) et rendent raisonnablement compte des frais associés à la production et à la vente de la marchandise."

Or, il ressort de la DAA (p. 164) que les Etats-Unis attendent des exportateurs qu'ils utilisent les principes comptables généralement acceptés des Etats-Unis et non les principes comptables généralement acceptés du pays exportateur, puisqu'il est dit dans ce texte: "Lorsqu'il déterminera si les registres d'une société rendent raisonnablement compte des frais, le Département du commerce prendra en compte les principes comptables généralement acceptés des Etats-Unis utilisés par la branche de production considérée."

Pour quelles raisons la préférence est-elle donnée aux principes comptables des Etats-Unis, au détriment des principes comptables généralement acceptés du pays exportateur?

Question 4: Comparaison entre les prix

L'article 2.4 de l'Accord de l'OMC dispose: "Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale." A cet égard, l'article 2.4.2 stipule que "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera généralement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction".

Le fait que cette disposition contient l'expression "pendant la phase d'enquête" ne signifie pas que le principe ne puisse pas s'appliquer à la "phase de réexamen". Il serait naturel au contraire d'appliquer également ce principe à la "phase de réexamen" afin de satisfaire au critère d'une comparaison équitable.

Or, il est dit dans la DAA (p. 173): "La méthodologie recommandée au cours du réexamen sera la comparaison entre le prix à l'exportation moyen et le prix à l'exportation transaction par transaction."

Nous pensons que l'intention des Etats-Unis de ne pas appliquer le principe d'une comparaison équitable pendant la phase de réexamen enlèvera tout son sens à l'article 2.4 de l'Accord de l'OMC, d'autant plus que les Etats-Unis calculent le montant des droits antidumping sur une base rétrospective.

Quelle est l'opinion des Etats-Unis?

Question 5: Marge de minimis

La DAA (p. 175) précise: "Les prescriptions de l'article 5.8 ne s'appliquent qu'aux enquêtes et non au réexamen des ordonnances imposant des droits antidumping en cas de suspension d'enquêtes."

Pour déterminer les marges de dumping *de minimis*, les Etats-Unis entendent adopter un taux de 0,5 pour cent *ad valorem* et non de 2,0 pour cent *ad valorem* comme le prévoit l'Accord de l'OMC.

Or, cela est contraire à l'esprit de l'Accord de l'OMC, et en particulier à l'article 18.3 de l'Accord antidumping, ainsi qu'à l'article 32.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Nous pensons que la même norme devrait être appliquée pour la marge de dumping *de minimis* pendant la phase d'enquête et pendant la phase de réexamen.

Quelle est l'opinion des Etats-Unis?

Question 6: Bénéfice

L'article 772 d) de la Loi prévoit que le bénéfice affecté aux frais engagés aux Etats-Unis sera déduit du prix retenu pour établir le prix à l'exportation construit. Par ailleurs, la DAA (p. 154) précise que "le bénéfice à déduire du prix de départ sur le marché des Etats-Unis sera calculé par multiplication du bénéfice total par le pourcentage obtenu en divisant les dépenses totales engagées aux Etats-Unis par le montant de la totalité des dépenses".

Or, l'article 2.4 de l'Accord de l'OMC ne dit pas que les bénéfices devraient être déduits, mais qu'il devrait être tenu compte des bénéfices.

Les "bénéfices" mentionnés dans la DAA devraient donc se limiter aux "bénéfices" mentionnés dans l'Accord de l'OMC (voir l'exemple qui suit).

Quelle est l'opinion des Etats-Unis?

Exemple: Comme il ressort du tableau ci-après, les bénéfices affectés aux frais pourraient être plus importants que les bénéfices au sens de l'Accord de l'OMC.

| | CAS 1 | CAS 2 | CAS 3 | CAS 4 |
|---|--|--|--|---|
| - Total | 1 500 | 1 500 | 1 500 | 1 500 |
| Dépenses de fabrication et de vente | | | | |
| - Dépenses engagées aux Etats-Unis | 300 | 300 | 300 | 300 |
| Valeur ajoutée aux Etats-Unis | | | 150 | |
| - Bénéfices réalisés dans le pays d'origine | 20 | 50 | 50 | -20 |
| Bénéfices réalisés aux Etats-Unis | 0 | 10 | 10 | 20 |
| Bénéfices affectés aux frais (méthode des Etats-Unis) | $(\frac{300}{1\,500}) \times (20) = 4$ | $(\frac{300}{1\,500}) \times (50 + 10) = 12$ | $(\frac{300 + 150}{1\,500}) \times (50 + 10) = 18$ | 1) $(\frac{300}{1\,500}) \times (20 - 20) = 0$ ou 2) $(\frac{300}{1\,500}) \times (20) = 4$ |
| Bénéfices (Accord de l'OMC) | 0 | 10 | 10 | 20 |

Qu'envisagent les Etats-Unis pour le cas 4, l'hypothèse 1) ou l'hypothèse 2)?

Question 7: Opérations commerciales normales

Il est dit dans la DAA (p. 168): "L'article 773 e) 2) A) prévoit que les frais de commercialisation et d'administration et les frais de caractère général ainsi que les bénéfices ne s'appliqueront qu'aux montants engagés ou obtenus en ce qui concerne la vente de la marchandise

considérée, au cours d'opérations commerciales normales." Nous pensons que l'expression "au cours d'opérations commerciales normales" contenue dans cette phrase devrait avoir le même sens qu'à l'article 2.2.1 de l'Accord de l'OMC en tant que moyen de calculer la valeur normale.

Quelle est l'opinion des Etats-Unis?

Question 8: Cumul croisé

Pour la détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'application de mesures antidumping et de mesures compensatoires, il peut être procédé à une analyse cumulative. Or, l'Accord de l'OMC n'admet pas la prise en compte cumulative du dommage aux fins de l'imposition de mesures antidumping et de mesures compensatoires.

Quelle est l'opinion des Etats-Unis?

Question 9: Production captive

L'insertion dans les textes d'application des Etats-Unis d'une disposition concernant la production captive est juridiquement incompatible avec l'Accord. La nouvelle disposition concernant la production captive est en violation de l'Accord puisqu'il existe deux définitions distinctes du produit similaire.

Selon cette disposition, la CCI doit s'attacher avant tout au marché de gros pour déterminer la part de marché et les résultats financiers de la branche de production nationale lorsque le produit similaire objet de l'enquête fait l'objet d'une consommation captive et est en même temps vendu sur le marché de gros. Cette prescription est directement en violation de l'article 3.6 de l'Accord de l'OMC qui prévoit expressément que "l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sera évalué par rapport à la production nationale du produit similaire ...", sachant que selon la définition de l'article 4.1 de l'Accord antidumping et de l'article 16.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, l'expression branche de production nationale s'entend de l'ensemble des producteurs nationaux du produit similaire.

Or la législation des Etats-Unis conduirait à n'évaluer l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping que par rapport à une portion de la production nationale du produit similaire. Prendre en compte une partie de la production nationale ne correspond pas à la prescription qui veut que le calcul porte sur "l'ensemble" de la branche de production nationale.

Question 10: Ajustement à opérer pour tenir compte du niveau commercial

Selon le nouveau texte de la Loi, lorsque la différence fonctionnelle affecte la comparabilité des prix, mais que les données disponibles ne constituent pas une base appropriée de détermination de l'ajustement à opérer pour tenir compte du niveau commercial au titre de l'article 773 a) 7) A) ii), le Département du commerce opère un ajustement pour corriger le prix à l'exportation construit au titre de l'article 773 a) 7) B). Mais cet ajustement ne vaut que pour le prix à l'exportation construit, alors que l'article 2.4 de l'Accord de l'OMC précise que "si, dans ces cas, la comparabilité des prix a été affectée, les autorités ... tiendront dûment compte des éléments que le présent paragraphe permet de prendre en considération". Quel sera le traitement appliqué pour les ventes effectuées aux prix à l'exportation dans le cas ci-dessus, selon le règlement des Etats-Unis?

Question 11: Partie affiliée

Le gouvernement coréen voudrait enfin exprimer son inquiétude quant à la définition de l'expression "partie affiliée" contenue dans la législation des Etats-Unis. Selon la Déclaration concernant l'action administrative, la portée de cette expression semble à la fois trop vaste et trop vague. Le gouvernement coréen a élaboré les questions ci-après afin de tenter de préciser ce qu'il faut entendre par "partie affiliée".

- Pour commencer, il souhaiterait souligner que tant que les règlements d'application de la législation ne contiendront pas de plus amples indications, la portée de cette expression, telle qu'elle apparaît dans la législation américaine ne pourra pas être interprétée raisonnablement par le Département du commerce et l'objectif de l'Accord, qui est d'accroître la transparence et l'équité, ne sera pas atteint. De plus, des normes vagues ne serviront qu'à imposer des prescriptions en matière de notifications trop vagues et extrêmement pesantes.

Questions:

- Les Etats-Unis adopteront-ils des critères analogues à ceux utilisés par la Securities and Exchange Commission (Commission des valeurs mobilières et des opérations boursières) selon lesquels une participation majoritaire permettrait de présumer l'existence d'un contrôle, et une participation de moins de 20 pour cent l'absence de contrôle?

- Indépendamment du taux de participation, les Etats-Unis exigeront-ils des preuves objectives du contrôle réel, c'est-à-dire des preuves qu'une partie est à même, sur le plan juridique ou opérationnel, d'imposer des restrictions ou des instructions à l'autre partie?

- Même s'il est établi qu'il y a contrôle, les Etats-Unis examineront-ils les transactions entre les parties afin de déterminer s'il existe des prix fixés dans des conditions de pleine concurrence?

- Lorsque les produits vendus à une partie affiliée nationale ont subi des opérations ultérieures de transformation avant d'être vendus à la première partie non affiliée, ce qui les rend plus difficilement comparables aux marchandises vendues aux Etats-Unis, les Etats-Unis exigeront-ils que les ventes en question soient notifiées aux fins de la détermination de la valeur normale plutôt que de se fonder sur d'autres éléments (produits n'ayant pas subi un complément de fabrication ou valeur construite) pour déterminer la valeur normale?

- Les Etats-Unis établiront-ils une norme stricte pour déterminer s'il existe un contrôle exercé autrement que par le biais de la participation, afin que ces cas soient l'exception plutôt que la règle?